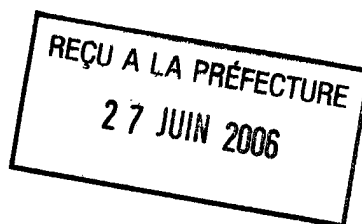


Service instructeur
Direction des Finances

1^{ère} Commission - N° 2006 III - 1e / 12

Service consulté



Compte Administratif 2005

Résumé : L'exercice 2005 du compte administratif fait apparaître au budget principal des ressources d'un montant de 601,86 M€ et des dépenses à hauteur de 570,13 M€ **pour obtenir un résultat excédentaire cumulé brut de 31,73 M€.**

Le recours à l'emprunt est resté limité à 30 M€, avec un niveau moyen d'endettement égal à 324 € par habitant, en parallèle avec une hausse modérée des taux d'imposition de 2,9 %.

Dans le même temps, le Département a maintenu ses efforts d'investissement à hauteur de 212 M€. Le volume des dépenses de fonctionnement de 358,2 M€ a augmenté quant à lui de 8,5 % notamment avec l'évolution des dépenses sociales relatives à l'APA et au RMI.

Les recettes de fonctionnement de 514,5 M€ ont progressé en volume de 4,24 %. Les recettes d'investissement ont quant à elles connu une baisse de 3,5 % (- 5,4 % pour l'ensemble des Départements).

Grâce à une maîtrise de ses charges courantes de fonctionnement et de gestion, hors transferts nouveaux, le Département a réussi à préserver sa bonne gestion financière en 2005.

SOMMAIRE

Compte Administratif 2005

INTRODUCTION	p. 3
1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT	p. 4
1.1. LES RESSOURCES	p. 4
1.1.1. La fiscalité directe	p. 4
1.1.2. La fiscalité indirecte	p. 6
1.1.3. Les dotations de l'Etat.....	p. 6
1.1.4. Les autres recettes (hors emprunt)	p. 7
1.1.5. L'emprunt.....	p. 7
1.2. LES DEPENSES.....	p. 8
1.2.1. Les dépenses d'investissement	p. 9
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement	p. 11
1.2.3. Les dépenses par domaines d'intervention	p. 13
1.2.4. La situation des AP	p. 14
2. DETERMINATION DU RESULTAT	p. 14
2.1. LES RESTES A REALISER.....	p. 14
2.2. LE SOLDE D'EXECUTION.....	p. 15
3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE	p. 15
3.1. BUDGET PRINCIPAL	p. 15
3.2. BUDGET ANNEXE	p. 16
3.3. VOLUME GLOBAL	p. 16
CONCLUSION	p. 17
ANNEXE 1 – Les réinscriptions de fonctionnement	
ANNEXE 2 – Les chiffres clés	
ANNEXE 3 – Le bilan financier	

INTRODUCTION

L'exercice enregistre une réduction des investissements de 3,6 %, et une progression de 8,8 % du niveau de concours apporté aux tiers (82,8 M€).

La progression des charges de fonctionnement reste maîtrisée avec une hausse de 8,7 % (115 M€) malgré une forte évolution de l'aide Sociale (+11,2 %) dont l'APA (+15,07 %) et le RMI dont le montant atteint 45,6 M€ contre 41,9 M€ en 2004.

Dans le contexte de perte d'autonomie fiscale, avec le produit des quatre taxes directes en augmentation de 7,7 % (7,1 % pour l'ensemble des Départements) et une hausse modérée des taux de 2,9 %, ces charges ont pu être financées notamment grâce à l'évolution contenue de nos frais de fonctionnement.

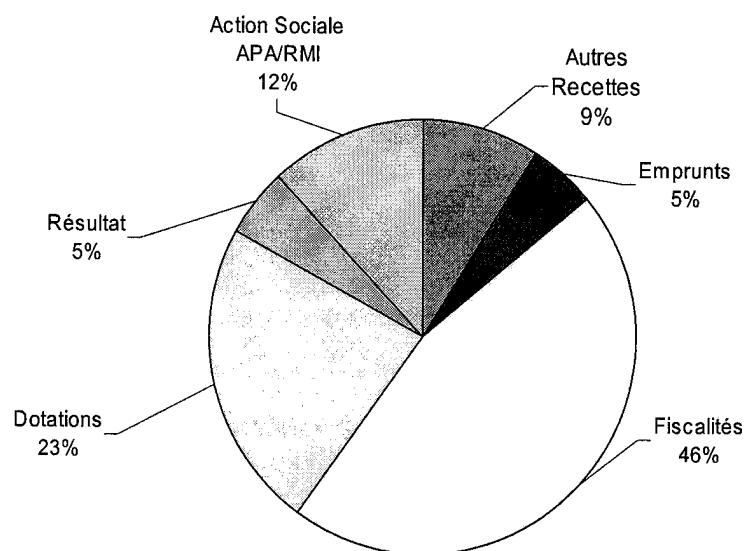
L'exécution budgétaire 2005, que je soumets à votre approbation, permet aussi de relever des indicateurs pertinents qui soulignent la gestion financière de la collectivité.

- **une croissance presque parallèle des dépenses globales par rapport aux recettes (toutes sections confondues)**
 - 3,4 % pour les recettes
 - 3,7 % pour les dépenses
- **un niveau d'exécution constant**
 - avec un taux moyen de consommation des dépenses de 89,3 % du budget annuel total soit 570,1 M€ et une réalisation optimale de 91,9 % des crédits votés au budget primitif 2005.
 - avec un taux de consommation en légère diminution de 3,6 % pour l'investissement atteignant les 81,6 % (212 M€) et de 94,6 % pour le fonctionnement (358,2 M€).
- **un partenariat confirmé**
 - avec une reconduction des aides accordées aux tiers (dont Communes et EPCI) pour l'investissement et une croissance de 8,7 % pour les subventions de fonctionnement
- **un équilibre financier optimisé**
 - par un recours limité à l'emprunt de 30 M€ qui couvre 14,2 % des investissements réalisés et un autofinancement de 62,8 M€ qui couvre 28,6 % de l'investissement
 - par un niveau moyen d'endettement de 324 € par habitant contre 330 € en 2004
 - par une épargne brute à hauteur de 149 M€
 - par un résultat brut cumulé préservé de 31,7 M€.

1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

1.1. LES RESSOURCES : 601,9 M€

Elles se répartissent entre recettes de fonctionnement (514,5 M€) et recettes d'investissement (87,4 M€).



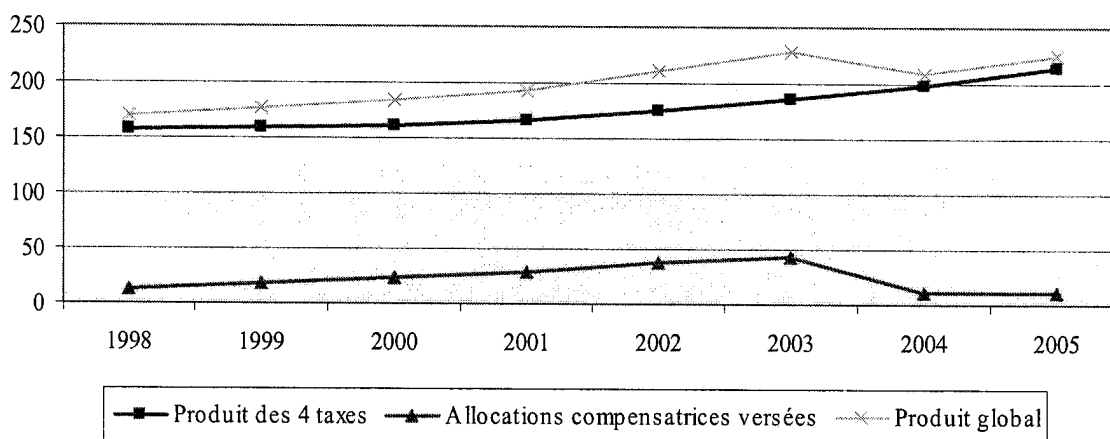
L'ensemble des recettes du budget principal enregistre une hausse de 3,03 %, comprenant notamment une augmentation de 20,9 M€ pour la section de fonctionnement.

1.1.1. La fiscalité directe 225 M€

Le produit fiscal direct total connaît une progression de 7,7 % de 2004 à 2005 passant ainsi de 208,9 M€ à 225 M€. Cette progression est liée principalement à l'augmentation des bases d'imposition. Le montant total des allocations compensatrices passe de 10,1 M€ à 10,2 M€ soit une augmentation de 1 %. Ces dernières ne représentent ainsi plus que 4,5 % de la fiscalité directe totale contre 4,8 % en 2004.

Evolution de la fiscalité directe M€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produit des 4 taxes	157,2	158,9 + 1,1%	161,5 + 1,6%	165,4 + 2,4%	174,8 + 5,7%	185,6 + 6,2%	198,8 + 7,1%	214,8 + 8,1 %
Allocations compensatrices versées	11,8	17,7 + 50,0%	22,8 + 28,8%	28,1 + 23,2%	36,7 + 30,6%	43,5 + 18,5%	10,1 - 76,8%	10,2 + 1,0 %
Produit global	169,0	176,6	184,3	193,5	211,5	229,1	208,9	225,0
Evolution du produit		+ 4,5%	+ 4,4%	+ 5,0%	+ 9,3%	+ 8,3%	- 8,8%	7,7%
Part des allocations dans le produit global	7,0%	10,0%	12,4%	14,5%	17,4%	19,0%	4,8%	4,5%

Evolution des recettes fiscales



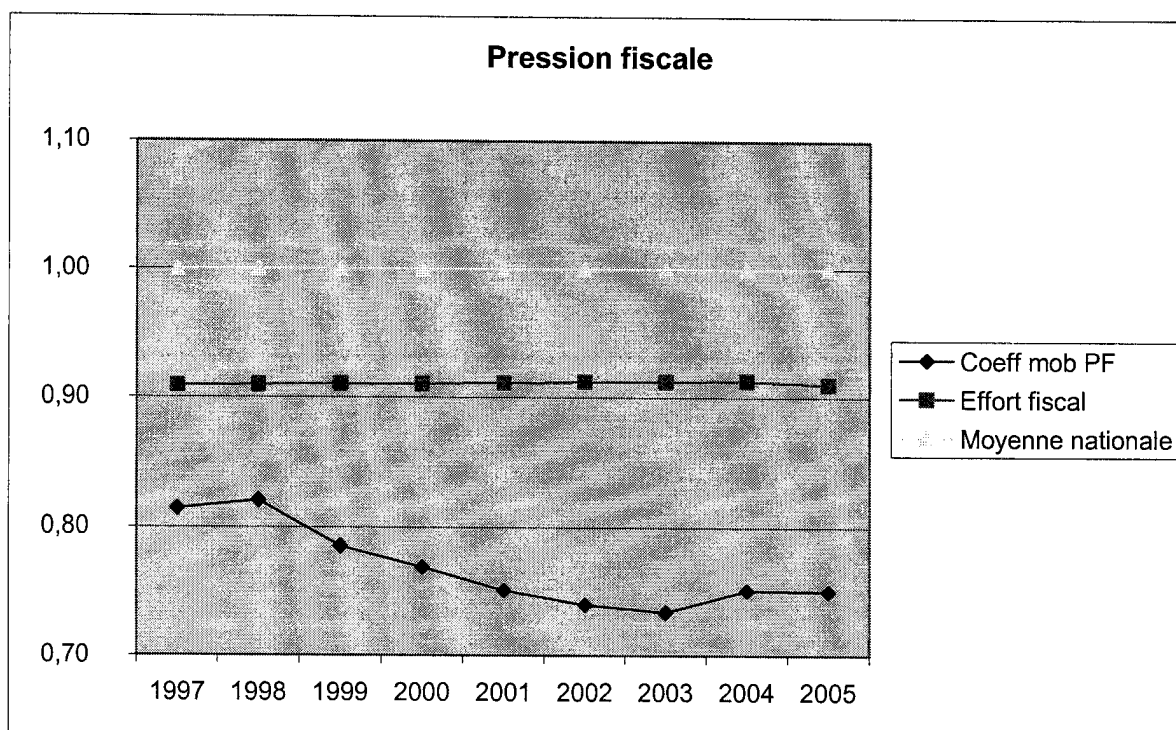
Malgré une hausse de 2,9 % des taux en 2005, la pression fiscale du Département du Haut-Rhin reste parmi les plus faibles comparativement aux autres départements français. Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal du Département est identique à celui de 2004, soit 0,75. Par rapport à la moyenne nationale fixée à 1, la marge fiscale reste importante.

Pour les seuls ménages, l'effort fiscal reste stable depuis 2003 à un niveau de 0,74, donc bien inférieur à la moyenne nationale de 1.

Fiscalité directe	2005 Haut-Rhin	2004 Haut-Rhin	2005 Rang de classement	2004 Rang de classement	2005 Moyenne nationale	2004 Moyenne nationale
Taxe d'habitation	6,12%	5,95%	79 ^{ème}	80 ^{ème}	6,61 %	6,37 %
Foncier bâti	6,67%	6,48%	92 ^{ème}	88 ^{ème}	9,27 %	8,90 %
Foncier non bâti	31,61%	30,74%	31 ^{ème}	28 ^{ème}	22,18 %	21,44 %
Taxe professionnelle	7,49%	7,28%	62 ^{ème}	59 ^{ème}	7,81 %	7,46 %

Par ailleurs, le Conseil Général accorde divers abattements et exonérations en matière de taxe d'habitation et de taxe professionnelle. En 2005, cette politique volontariste s'est traduite pour les contribuables Haut-Rhinois par une réduction de 6,2 M€ de taxe d'habitation et de 2,5 M€ de taxe professionnelle.

Pour favoriser l'activité économique, le Département a maintenu en 2005 certaines exonérations.



1.1.2. La fiscalité indirecte : 57,8 M€

Les recettes de la fiscalité indirecte enregistrent une progression globale de 9,7 % par rapport à 2004.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Fiscalité indirecte	68.0 M€	74.8 M€	70.7 M€	49.4 M€	45.0 M€	47.9 M€	52.7 M€	57.8 M€
		+ 10.0%	- 5.48%	- 30.13%	- 8.91%	+ 6.4%	+ 9.6%	+ 9.7%
dont vignette automobile	25.9 M€	29.8 M€	31.0 M€	7.9 M€	2.6 M€	1.3 M€	1.6 M€	1.0 M€
		+ 15.2%	+ 4.0%	- 74.51%	- 66.63%	- 48.96%	+ 23.1%	- 37.50%
droits de mutation	36.2 M€	38.6 M€	33.4 M€	35.4 M€	36.3 M€	41.1 M€	45.2 M€	51.4 M€
		+ 6.5%	- 13.32%	+ 6.0%	+ 2.4%	+ 13.3%	+ 10.0%	+ 13.7%

Les droits de mutation qui s'élèvent à 51,4 M€, ont encore progressé en 2005 et ils représentent 88,9 % de la fiscalité indirecte.

Les recettes de la vignette automobile sont désormais marginales et se sont élevées à moins d'1 M€ en 2005.

1.1.3. Les dotations de l'Etat : 135,9 M€

Les recettes d'investissement et de fonctionnement, sous forme de concours de l'Etat représentent 23,8 % du budget départemental en 2005, contre 24,5 % en 2004.

Le montant des dotations d'investissement encaissé soit 17,5 M€, dépend des investissements directs et indirects effectués par le Département.

A noter que ces dotations concernent les dépenses effectuées, au cours de l'avant-dernier exercice en ce qui concerne le fonds de compensation de la T.V.A. qui en constitue le poste

principal (12,2 M€). Autre versement significatif, la dotation départementale d'équipement des collèges, qui représente 3,6 M€.

Evolution des dotations	1998 M€	1999 M€	2000 M€	2001 M€	2002 M€	2003 M€	2004 M€	2005 M€
Dotations d'investissement	10,8	15,4	13,9	14,7	11,1	13,1	16,7	17,5
<i>Part dans les recettes d'investissement réelles</i>	13,2 %	21,7 %	20,2 %	16,5 %	12,9 %	13,3 %	18,4 %	20,0 %
Dotations de fonctionnement	26,2	32,4	41,3	84,8	91,9	94,5	126,5	118,4
<i>Part dans les recettes de fonctionnement réelles</i>	7,5 %	8,8 %	11,0 %	22,4 %	22,8 %	21,2 %	25,6 %	24,5 %
Total dotations	37,0	47,8	55,2	99,5	103,0	107,6	143,2	135,9
<i>Part dans le budget</i>	8,6 %	10,9 %	12,4 %	21,3 %	21,1 %	19,8 %	24,5 %	23,8 %

Les dotations de fonctionnement de 118,4 M€ ont vu cette année une baisse marquée soit 6,4 %, qui découle principalement de la minoration de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.), compensée à due concurrence par l'attribution de fiscalité transférée.

La D.G.F. avec un montant de 114,6 M€ représente la quasi-totalité des dotations versées par l'Etat, alors que la dotation générale de décentralisation (D.G.D.), résiduelle, a représenté 3,9 M€. La D.G.D. mise en œuvre à l'origine pour compenser les transferts de charges constatées résultant des lois de décentralisation, a fait l'objet d'un transfert quasi-total (95 %) vers la D.G.F. en 2004. Les crédits restants de la D.G.D. permettent de procéder aux ajustements partiels et aux régularisations liées aux partages des services et aux transferts intervenus jusqu'à 2002.

1.1.4. Les autres recettes hors emprunt : 153,2 M€

Hors la fiscalité, les dotations et l'emprunt, les autres recettes s'élèvent à 168,9 M€, soit 28 % du budget, dont :

- > L'excédent cumulé 2005 repris : 32,1 M€ (32,9 M€ en 2004)
- > Les recouvrements d'aide sociale hors APA et RMI : 26,3 M€
- > La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.) : 7,6 M€ - compensations A.P.A.
- > Le versement de l'Etat pour allocations RMI (T.I.P.P.) : 34 M€, montant qui inclut une contribution exceptionnelle de 5 M€ au titre de l'exercice 2004.
- > Le produit des opérations de crédit revolving : 26,2 M€ (28,8 M€ en 2004)
- > Le recouvrement des avances et prêts effectués par le Département : 6,7 M€ (8,0 M€ en 2004).
- > La taxe sur les conventions d'assurance T.S.C.A. : 11,4 M€

1.1.5. L'emprunt : 30 M€

L'emprunt réalisé s'élève à 30 M€. Cette souscription est identique à 2004 et porte le stock de la dette à 236,3 M€ au 31 décembre, soit 324 € par habitant.

La poursuite d'une gestion active de la dette effectuée dans le cadre d'un marché financier relativement favorable et notamment le réaménagement de l'encours indexé Livret A (43 M€), permet d'enregistrer une nouvelle baisse du taux moyen de notre encours résiduel qui s'établit à 3,01 % avec une répartition en taux fixe de 45 % et en taux variable de 55 %.

en M€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
☐ Recettes de fonctionnement	346.4	367.9	376	377.7	402	446.1	493.6	514.5
Fiscalité directe	169	176.6	184.3	193.5	211.5	229.2	208.9	225
Fiscalité indirecte	68	74.8	70.7	49.4	45	47.9	52.7	57.8
Dotations	26.2	32.4	41.3	84.8	91.9	94.5	126.5	118.4
Recouvrements action sociale	36.5	36.2	33.5	16.5	21.5	29.9	30.1	26.3
TIPP taxe int. produits pétroliers							28.9	34
TSCA taxe conventions d'assurance								11.4
Divers	46.7	47.9	46.2	33.5	32.1	44.6	46.5	41.6
☐ Recettes d'investissement	81.8	70.8	68.7	89	85.7	98.3	90.6	87.4
Emprunts	30.5	15.2	22.9	19.6	47.6	36	30	30
Dotations	10.8	15.4	13.9	14.7	11.1	13.1	16.7	17.6
Subventions et recouvrements divers	17.6	17.4	17.2	41.1	14.5	18.6	15.1	13.7
CR	22.9	22.8	14.7	13.6	12.5	30.6	28.8	26.1
☐ SOUS-TOTAL	428.2	438.7	444.7	466.7	487.7	544.4	584.2	601.9
☐ + Solde d'exécution							64.3	66.2
☐ RECETTES TOTALES	428.2	438.7	444.7	466.7	487.7	544.4	648.5	668.1

1.2. LES DEPENSES : 570,1 M€

Une nouvelle dynamique marque l'exécution de l'année 2005 qui affiche un niveau élevé de taux de consommation des dépenses avec une réalisation moyenne de 89,3 %. Ce taux atteint les 81,5 % pour l'investissement et est supérieur à 94,6 % pour le fonctionnement.

Cette situation reflète aussi une évolution prépondérante de près de 8,5 % des charges de fonctionnement qui ont représenté, en 2005, 62,8 % de notre volume budgétaire contre 60 % en 2004 et 55,5 % en 2003.

Le maintien d'un bon niveau d'équipement influe favorablement sur notre structure budgétaire dont la part représentative des charges de fonctionnement reste inférieure à la moyenne nationale qui s'établit à 64 %.

Dépenses	CA 2003	CA 2004	BP 2005	Vote 2005	CA 2005	Variation CA	
						%	M€
Investissement	228,4	219,9	256,6	260	212	-3,6 %	-7,9
% réalisation	85,9 %	88,8 %	82,6 %		81,5 %		
Fonctionnement	285,0	330,2	363,7	378,6	358,2	8,5 %	28
% réalisation	94,0 %	96,1 %	98,5 %		94,6 %		
TOTAL	513,4	550,1	620,3	638,6	570,2	3,7 %	20,1
% réalisation	90,2 %	93,0 %	91,9 %		80,9 %		
Part des investissements	44,5 %	40,0 %			37,18%		
Part du fonctionnement	55,5 %	60,0 %			62,82%		

1.2.1. Les dépenses d'investissement : 212 M€

Structure comparée des CA 2004 et 2005 :

INVESTISSEMENT			
chapitre	2004	2005	variation
équipements départementaux	76 760 698.05	70 419 334.38	-8.26%
RMI	64 224.45	67 880.96	5.69%
équipements non départementaux	72 553 435.81	78 080 269.68	7.62%
travaux pour compte de tiers	3 684 126.93	4 698 785.15	27.54%
dépenses financières	66 898 966.44	58 707 464.70	-12.24%
Total opérations réelles	219 961 451.68	211 973 734.87	-3.63%
opérations patrimoniales	32 177 261.04	10 512 471.99	-67.33%
ICNE	1 783 383.20	1 569 644.24	-11.99%
autres		1 974 214.77	
Solde d'exécution reporté	66 280 759.21	66 210 753.81	-0.11%
TOTAL INVESTISSEMENT	320 202 855.13	292 240 819.68	-8.73%

Les dépenses réelles de la section d'investissement marquent une inflexion de 3,6 % en raison notamment du paiement du solde des travaux de construction du Nouvel Hôtel du Département et de l'achèvement d'opérations telles que la construction de la gendarmerie de Ferrette, les travaux de restructuration de l'internat à la Maison Caroline BINDER de Logelbach et les travaux du Domaine d'Husseren Wesserling.

La capacité de consommation de nos partenaires bénéficiaires des aides du Conseil Général s'intensifie. Ainsi les subventions versées (communes, établissements intercommunaux, ...) et les travaux effectués par la collectivité pour le compte de tiers représentent 39,05 % des dépenses réelles et sont supérieurs aux dépenses d'équipement départementaux (33,22 %).

Les subventions versées représentent 36,8 % de nos dépenses d'investissement en 2005, contre un tiers en 2004 et ont connu une progression de 7,62 %. Le rythme de croissance constaté, pour ce poste, est de 2,2 % pour l'ensemble des Départements.

Bénéficiaire	2004		2005		Evolution
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	2004/2005
Etat	3 233 390.25	4.46%	2 612 542.50	3.35%	-19.20%
Régions	49 093.02	0.07%			-100.00%
Communes et structures intercommunales	37 779 400.47	52.07%	42 358 268.70	54.25%	12.12%
Autres groupements de collectivités	0.00	0.00%	3 984 895.36	5.10%	
Autres établissements publics locaux	6 912 875.56	9.53%	8 190 854.74	10.49%	18.49%
Organismes publics divers	12 933 819.55	17.83%	10 865 643.59	13.92%	-15.99%
Personnes de droit privé	10 922 125.81	15.05%	9 228 865.79	11.82%	-15.50%
Etablissements scolaires	722 731.15	1.00%	839 199.00	1.07%	16.11%
TOTAL	72 553 435.81	100.00%	78 080 269.68	100.00%	7.62%

En matière de dette, le processus de désendettement est confirmé avec un remboursement en capital de la dette de 27,6 M€.

Le Département a consacré près de 53,1 M€ à la construction et l'amélioration du réseau routier départemental, communal et national. Les investissements sur le réseau départemental dépassent les 27 M€ en 2005, soit 167,95 M€ depuis 2000, et visent à

adapter le réseau routier aux conditions de circulation futures pour tenir compte de l'évolution des besoins.

Les subventions et fonds de concours versés pour l'équipement de la voirie communale et nationale s'élèvent respectivement à près de 9,9 M€ et 2,5 M€.

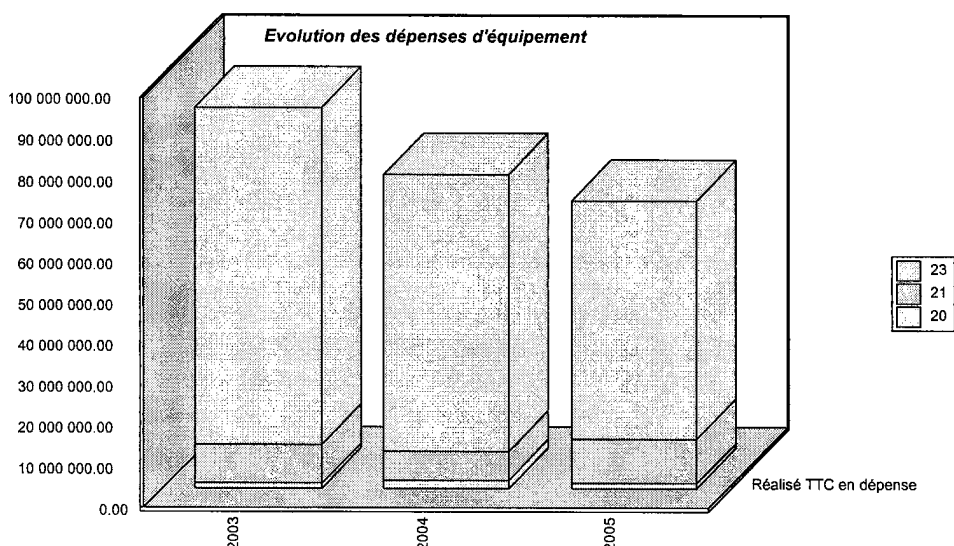
Le budget affecté à l'équipement des bâtiments départementaux s'élève à 27,2 M€ dont 22,3 M€ pour le programme d'investissement dans les collèges publics et 4,9 M€ pour les autres bâtiments dont la construction de la gendarmerie de Ferrette, les centres médico-sociaux, le Centre Sportif de l'Illberg, les Dominicains à Guebwiller, le Domaine de Wesserling, le lycée Seijo et les centres routiers.

Dans le programme d'investissement des collèges l'année 2005 a vu l'aboutissement de l'extension du réfectoire et divers travaux de mises au normes de la cuisine du Collège Jean Monnet de DANNEMARIE, la remise en état des installations de ventilations au Collège Lucien Herr d'ALTKIRCH, la restructuration et la réfection de la demi-pension des Collèges Jean Macé et Saint Exupéry de MULHOUSE ainsi que du Collège d'ILLFURTH. Cette année a également vu la mise en service du Collège de MUNSTER pour la rentrée.

Ces programmes départementaux ont nécessité des acquisitions foncières d'immeubles bâtis (destinés notamment à la déviation Sud de Munster) pour un montant de 2,6 M€.

Dépenses	CA 2003	%	CA 2004	%	CA 2005	%	Variation N/N-1	
		Réal.		Réal.		Réal.	M€	%
Investissement	228.4	85.90%	219.9	88.81%	212	81.52%	-8.0	-3.6 %
- équipements directs	93.2		77		70.4		-6.6	
- subventions	73.1		72.5		78.1		5.6	
- travaux p/tiers	3		3.6		4.7		1.1	
- dette	59.1		66.8		58.7		-8.1	
<i>dt capital remboursé</i>	<i>25.7</i>		<i>35</i>		<i>27.6</i>		<i>-7.4</i>	
<i>CLTR</i>	<i>30.6</i>		<i>28.7</i>		<i>26.2</i>		<i>-2.5</i>	
<i>avances remboursables et autres</i>	<i>2.8</i>		<i>3.1</i>		<i>4.8</i>		<i>1.7</i>	

Evolution des dépenses d'équipement par chapitre :



1.2.2. Les dépenses de fonctionnement : 358,2 M€

Structure comparée des CA 2004 et 2005 :

FONCTIONNEMENT			
chapitre	2004	2005	variation
charges à caractère général	51 929 240.49	58 316 422.88	12.30%
charges de personnel	46 062 987.49	49 161 350.70	6.73%
autres charges de gestion courante	155 664 998.94	166 578 601.21	7.01%
frais de fonctionnement des groupes élus	225 305.39	281 636.37	25.00%
RMI	41 950 653.40	45 597 931.42	8.69%
APA	26 297 569.44	30 260 607.82	15.07%
charges financières	7 733 059.66	7 485 320.33	-3.20%
charges exceptionnelles	310 614.71	480 779.62	54.78%
atténuation de produits	276.00		
Total opérations réelles	330 174 705.52	358 162 650.35	8.48%
dotations aux amortissements	65 326 717.97	61 462 987.68	-5.91%
ICNE	1 569 644.24	1 400 000.00	-10.81%
TOTAL FONCTIONNEMENT	397 071 067.73	421 025 638.03	6.03%

La forte progression de 8,5 % des dépenses réelles de fonctionnement est conforme aux prévisions du budget primitif avec l'évolution des dépenses sociales notamment celles relatives aux RMI et à l'APA.

Le poids de l'Aide Sociale représente ainsi 58,6 % de nos charges de fonctionnement contre 58,4 % en 2004, avec une augmentation annuelle des dépenses de 8,9 %.

Synthèse et évolution des dépenses par politique d'Aide Sociale :

Politique	Volume en M€	Evolution
Prévention sociale et médico-sociale (petite enfance, protection de l'enfance, prévention sanitaire)	59,3	+4,86 %
Insertion et Autonomie (insertion jeunes et adultes, logement)	52,5	+ 12,05 %
Personnes âgées	55,5	+ 14,26 %
Personnes handicapées	47,1	+6,17 %

L'augmentation de 4,86 % de la politique « Prévention sociale et médico-sociale » est essentiellement causée par les aides à domicile qui évoluent fortement, (+ 9%) et les accueils en établissement (+ 5,6 %) dont le coût est surtout constitué par les dépenses de personnel.

Les dépenses relatives à la politique « Insertion et Autonomie » sont multipliées par 4,5 par rapport à celles de 2003, suite essentiellement à la décentralisation du RMI. Le Département a en charge le paiement de l'allocation RMI redistribuée aux allocataires par la CAF et la MSA. Le montant annuel de l'allocation RMI a connu une hausse de 8 % depuis 2004.

2005 a également connu une forte progression des dépenses d'allocation personnalisée en autonomie à domicile et en établissement (+ 14,26 %). Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 18 %, et le réexamen régulier des situations avant la fin de droits a entraîné une réadaptation à la hausse des plans d'aides.

A contrario, la part relative des frais de personnel passe de 13,9 % en 2004 à 13,7 % en 2005 avec une évolution des charges de 6,7 % et une augmentation des effectifs de 58 agents. Cette progression est liée :

- ♦ à la majoration de la masse salariale par le jeu du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) ;
- ♦ à l'augmentation des effectifs liée à des renforcements de certains services (par exemple pour la DSI : création de 7 postes de chefs de projets) et à l'anticipation et à la préparation à l'arrivée de nouvelles compétences ou personnels, du fait de l'acte II de la décentralisation ;
- ♦ à l'évolution des dépenses de formation essentiellement due à la mise en place d'une démarche commune d'accueil et une augmentation des demandes individuelles de formation ;
- ♦ à l'organisation en octobre 2005, du forum des métiers, destiné à valoriser les métiers exercés au sein du Conseil Général.

Au regard de la moyenne nationale constatée de 16,9 %, la part de ce poste est la manifestation d'une bonne gestion des ressources humaines et de notre capacité à anticiper les nouvelles compétences.

Il ressort d'un constat régulièrement effectué que l'évolution des charges reste contenue au sein de la collectivité, hors transferts nouveaux et contributions obligatoires tel que le financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours qui progresse encore de 2,3 %.

La part des frais financiers versée diminue de -2,5 % à -2,6 % en 2005, grâce à une gestion active et permanente de la dette mais aussi à une minoration des intérêts de 2,5 %.

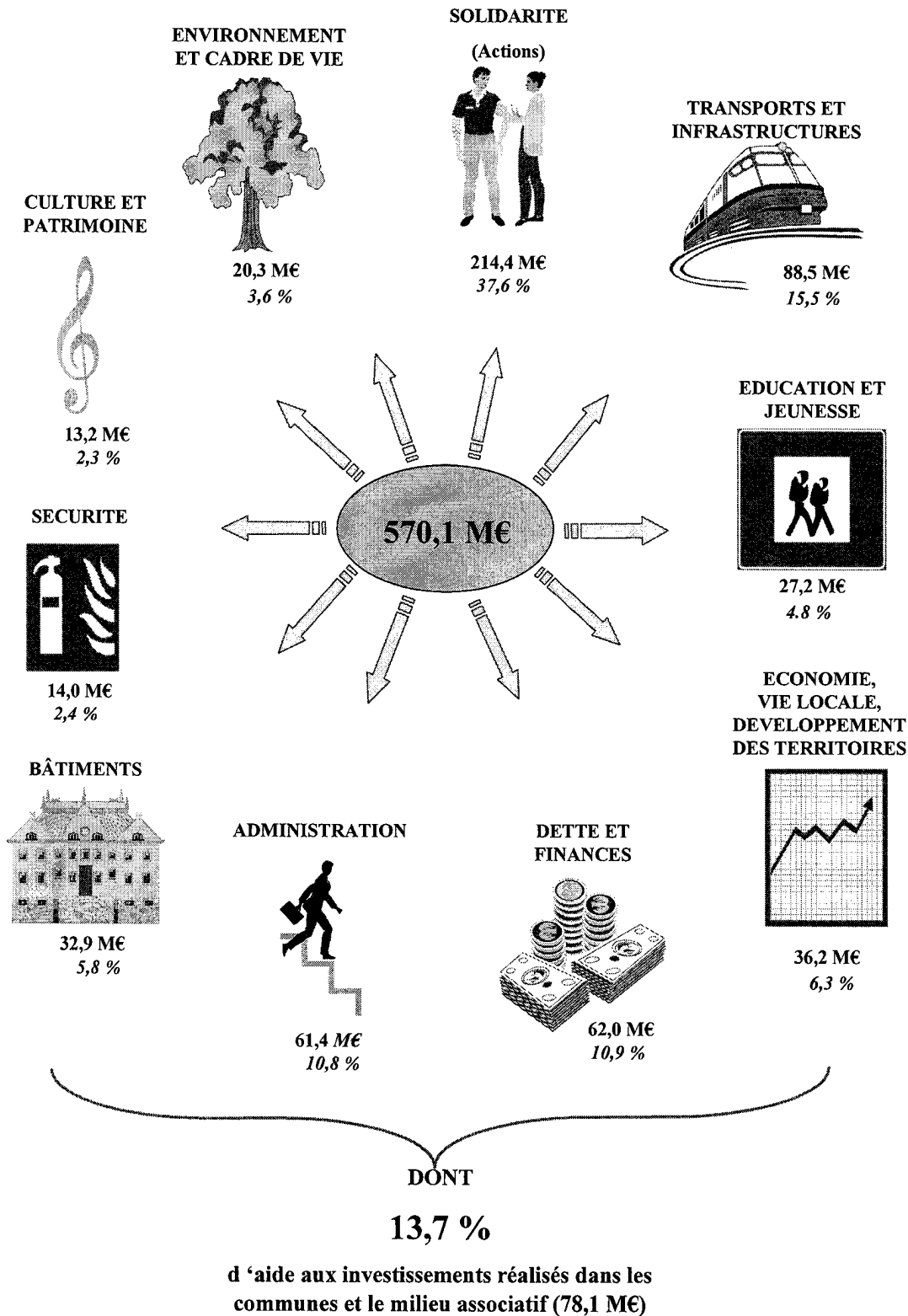
Dépenses	CA 2004	%	% Part	CA 2005	%	% Part	Variation N/N-1	
		Réal.	dans la section		Réal.	dans la section	ME	%
Fonctionnement	330.2	96.1%	100.0 %	358.2	94.3%	100.0 %	28.0	8.5 %
- frais financiers (66)	7.7		2.3 %	7.5		2.1 %	-0.2	-2.6 %
- frais de personnel (012)	46.0		13.9 %	49.2		13.8 %	3.2	+7.0 %
- entretien voirie	10.7		3.3 %	12.1		3.4 %	1.4	+13.1 %
- service incendie	8.7		2.6 %	8.9		2.5 %	0.2	+2.3 %
- enseignement	13.0		3.9 %	13.4		3.7 %	0.4	+3.1 %
- transport scolaire	20.3		6.2 %	23.0		6.4 %	2.7	+13.3 %
- aide sociale	192.8		58.4 %	209.9		58.6 %	17.1	+8.9 %
* dt : RMI 015	41.9			45.6				
: APA 016	26.3			30.3				
- autres interventions	31.0		9.4 %	34.2		9.5 %	3.2	+10.3 %
* dt contributions obligatoires								
dont :								
subventions	25.2		7.6 %	27.4		7.6 %	+2.2	+ 8.7 %

**_*_*_

*

1.2.3. Les dépenses par domaines d'intervention

Les domaines d'intervention des dépenses 2005



1.2.4. La situation des AP

Le Département a décidé, dès 1999, de présenter son budget d'investissement sous la forme d'autorisations de programme (AP) c'est à dire d'apporter une vision pluriannuelle des investissements projetés. Ces autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Le règlement financier, adopté le 11 juin 1999, a fixé, les principes de gestion en AP/CP et limité la durée de validité à 3 ans à compter de leur millésime de création. Sa dernière mise à jour, adoptée le 9 décembre 2005 permet d'ajuster cette durée en vue de l'adapter à la durée effective de réalisation de l'opération

La synthèse des AP et CP réalisée fin 2005, par domaines et politiques publiques, (jointe en annexe) laisse apparaître la situation suivante :

➤ Cumul des AP votées	1 342,1 M€
➤ Cumul des CP réalisés	<u>853,8 M€</u>
Reste à financer	488,3 M€ soit 36,4 %

Le rythme de gestion pluriannuelle en 2005 se stabilise avec un taux atteint de réalisation des AP égal à 63,6 % (64,6 % en 2004 et 60,5 % en 2003).

2. DETERMINATION DU RESULTAT

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat qui est constitué par le cumul du résultat de l'exercice et du résultat reporté.

Le montant ainsi déterminé tient compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes et du solde d'exécution de la section d'investissement.

2.1 LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser en investissement correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titre.

Toutefois, les opérations gérées en AP/CP et la dette ne sont pas reprises dans les restes à réaliser. Il n'y a donc pas lieu de constater des restes à réaliser à ce niveau.

Le montant constaté des restes à réaliser de la section de fonctionnement correspond aux engagements existants, avant la clôture de l'exercice, sur les subventions et participations votées soit 747 145,79 €, dont les éléments justificatifs sont joints en annexe 1 au rapport.

2.2 LE SOLDE D'EXECUTION

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice (écritures réelles et pour ordre) et du résultat reporté.

Le besoin de financement de la section d'investissement, sera couvert lors de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

	<u>Réalisés</u>
Dépenses d'investissement	292 240 819.68 €
Recettes d'investissement	228 909 578.31 €
Solde d'exécution (besoin de financement)	<u>-63 331 241.37 €</u>
Solde de fonctionnement disponible	95 063 646.16 €
RELIQUAT NET	<u>+31 732 404.79 €</u>

(à affecter dans le budget lors de la DM1 2006)

3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

A. Budget Principal

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	211 973 734,87	87 349 150,06	-124 624 584,81
Fonctionnement	358 162 650,35	482 409 156,13	124 246 505,78
Total des opérations réelles	570 136 385,22	569 758 306,19	
Solde des opérations réelles			-378 079,03

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	14 056 331,00	75 349 674,44
Fonctionnement	62 862 987,68	1 569 644,24
Total des opérations d'ordre	76 919 318,68	76 919 318,68

3. Résultat 2004

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	66 210 753,81	66 210 753,81	
Fonctionnement		32 110 483,82	32 110 483,82
Solde du résultat 2004			32 110 483,82

4. Résultat net du CA 2005

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	292 240 819,68	228 909 578,31	-63 331 241,37
Fonctionnement	421 025 638,03	516 089 284,19	95 063 646,16
Volume budgétaire	713 266 457,71	744 998 862,50	
Résultat			+ 31 732 404,79

B. Cité de l'Enfance

Cité de l'Enfance

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	460 117.79	711 383.30	251 265.51
Fonctionnement	2 454 200.15	3 242 319.19	788 119.04
Total des opérations réelles	2 914 317.94	3 953 702.49	
Solde des opérations réelles			1 039 384.55

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement		618 105.05
Fonctionnement	618 105.05	
Total des opérations d'ordre	618 105.05	618 105.05

3. Résultat net du CA 2005

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	460 117.79	1 329 488.35	869 370.56
Fonctionnement	3 072 305.20	3 242 319.19	170 013.99
Résultat 2004	1 339.06		
Volume budgétaire	3 533 762.05	4 571 807.54	
Résultat			+ 1 038 045.49

Le budget de la Cité de l'Enfance fait l'objet d'un rapport spécifique.

C. Volume global

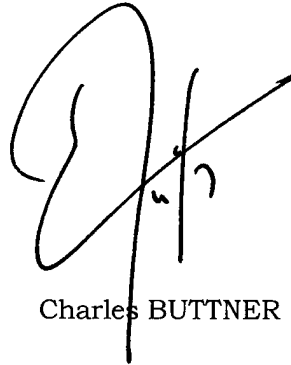
Le volume budgétaire global s'élève à **716 800 219,76 €** en dépenses et **749 570 670,04 €** en recettes, soit un résultat excédentaire global de **32 770 450,28 €**, dont **31 732 404,79 €** pour le budget principal et **1 038 045,49 €** pour le budget annexe.

REÇU A LA PRÉFECTURE
27 JUIN 2006

Je vous propose donc :

- > D'arrêter le compte administratif pour l'exercice 2005
- > Et de me donner acte de la communication des données prévues par la loi pour accompagner la comptabilité départementale de l'exercice écoulé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER

Service 006 - ACTIONS TERRITORIALES

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
D013547	P02- Fonds de ravalement de façades	610	REGION DE GUEBWILLER	21251	65	65734	71	11 430,00	11 430,00
D015315	CP 5/09 FONDS SOUTIEN INVEST ASSOCIATION	24552	COMM.COMM. DE LA VALLEE DE ST AMARIN (ANCIEN DISTRICT DE LA VALLEE ST AMARIN)	21412	65	65734	71	4 288,00	4 288,00
E004557	CP20/2/04-ETUD.COMMUNICATION CCCE-MH	611	COMM.COMM.CERNAY ET ENVIRONS (ANCIEN SIVOM DE CERNAY ET ENVIRONS)	62603	65	65734	71	2 500,00	2 500,00
E007666	DEV LOCAL 2EME PROGRAM COCO KAYSERSBERG	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	63757	65	65734	71	1 500,00	1 500,00
E007691	DEV LOCAL 2EME PROGRAM COCO CERNAY	611	COMM.COMM.CERNAY ET ENVIRONS (ANCIEN SIVOM DE CERNAY ET ENVIRONS)	64132	65	65734	71	1 100,00	1 100,00
E013493	DEV LOCAL COLORAT FACADES ROUFFACH	33138	COMM COMM DE ROUFFACH	66337	65	65734	71	8 280,00	8 280,00
E019738	CP8/10/04-FICH.DECOVERT.PATRIM.LOCAL-MH	27946	VALLEE DE LA DOLLER ET DU SOULTZBACH	68484	65	65734	71	7 010,00	7 010,00
F005569	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP25/02/05-MH	835	COM.COM.ESSOR DU RHIN	72474	65	65734	71	2 502,50	2 502,50
F005563	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP25/02/05-MH	33138	COMM COMM DE ROUFFACH	72481	65	65734	71	4 350,00	4 350,00
F005570	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP25/02/05-MH	1329	VAL D'ARGENT	72488	65	65734	71	5 773,00	5 773,00
F005571	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP25/02/05-MH	610	REGION DE GUEBWILLER	72489	65	65734	71	11 400,00	11 400,00
F005577	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP25/02/05-MH	610	REGION DE GUEBWILLER	72503	65	65734	71	1 150,00	1 150,00
F006101	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73331	65	65734	71	5 750,00	5 750,00
F006102	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73337	65	65734	71	2 500,00	2 500,00
F006103	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73338	65	65734	71	6 000,00	6 000,00
F006104	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73340	65	65734	71	10 500,00	10 500,00
F006105	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73344	65	65734	71	2 500,00	2 500,00
F006106	SUBV.DPT DEVELOP.LOCAL-CP11/03/05-MH	1324	VALLEE DE KAYSERSBERG (ANCIEN. SIVOM DE LA VALLEE DE LA WEISS)	73346	65	65734	71	8 000,00	8 000,00
F009183	SUBV. DEVELOP.LOCAL - CP 29/04/2005 - MZ	912	COMM.COMM.D'ALTIRCH ANCIEN DISTRICT D'ALTIRCH	74036	65	65734	71	5 681,00	5 681,00
F009185	SUBV. DEVELOP.LOCAL - CP 29/04/2005 - MZ	1325	COMM.COMM.PAYS RIBEAUVILLE (ANCIEN SIVOM DE RIBEAUVILLE ET ENVIRONS)	73949	65	65734	71	2 850,00	2 850,00
F009188	SUBV. DEVELOP.LOCAL - CP 29/04/2005 - MZ	33138	COMM COMM DE ROUFFACH	74033	65	65734	71	6 800,00	6 800,00
F014922	SUBV.DPT.VALOR.PATRIMOINE-CP8/7/05-MH	1325	COMM.COMM.PAYS RIBEAUVILLE (ANCIEN SIVOM DE RIBEAUVILLE ET ENVIRONS)	76282	65	65734	71	2 227,00	2 227,00
F014924	SUBV.DPT.MINE S/NICOLAS-CP8/7/05-MH	611	COMM.COMM.CERNAY ET ENVIRONS (ANCIEN SIVOM DE CERNAY ET ENVIRONS)	76295	65	65734	71	1 288,00	1 288,00
								115 379,50	115 379,50

Service 009 - EAUX, EPURATION, EQUIPEMENTS RURAUX

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F014819	SUBV.DPT FONCT.2005 - CP8/7/05-MH	9238	ARAA-ASS.POUR LA RELANCE AGRONOMIQUE EN ALSACE	77228	65	6574	70	16 250,00	16 250,00
								16 250,00	16 250,00

Service 013 - TOURISME

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
E019980	CP22/10/04-ASS.HOTELS AU COEUR ALSACE-MH	33685	HOTELS AU COEUR DE L'ALSACE	69008	65	6574	94	6 900,00	6 900,00

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F005995	SUBV.DPT ACT.TOURIST.2004 -CP11/03/05-MH	836	COMM.VALLEE DE MUNSTER (ANCIEN SIVOM DE MUNSTER)	73258	65	65734	94	15 250,00	15 250,00
F011917	SUBV.DPT SPECTAVLE SCENIQU-CP10/06/05-MH	24692	OFFICE DU TOURISME HAUTE VALLEE DE LA THUR MARKSTEIN	75289	65	6574	94	2 500,00	2 500,00
F013810	SUBV.DPT FOIRE DEGUSTHA-CP8/7/05-MH	19255	HAGENTHAL ANIMATION	76468	65	6574	94	20 000,00	20 000,00
F018538	SUBV.DPT SITE INTERNET-CP23/9/05-MH	28295	SUR LES TRACES DES HABSBOURG	77557	65	6574	94	7 000,00	7 000,00
F018541	SUBV.DPT POSTE CHARGE RELAT-CP23/9/05-MH	35855	AU FIL DU RHIN FESSENHEIM	77665	65	6574	94	1 500,00	1 500,00
F020730	SUBV.DPT 68 FONCT2005-CP4/1/05-MH	22082	DES FERMES AUBERGES	78492	65	6574	94	3 000,00	3 000,00
F020733	SUBV.DPT FORET ENCHANTEE-CP4/1/05-MH	4	ALTKIRCH	78561	65	65734	94	8 750,00	8 750,00
F023693	PROJETS TOURIST.TRANSFR-CP 15/12/05 - MZ	36331	LÖRRACH	79237	65	65734	94	20 000,00	20 000,00
								84 900,00	84 900,00

Service 025 - MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F012230	REPRIS EN 2006.-CP10/06/05-MH	1604	PAYS DE THANN	76477	65	65734	313	0,00	0,00
								0,00	0,00

Service 029 - CABINET DU PRESIDENT

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F003165	CGL 10/12/04 - SUBV.05 HELISECOURS - MZ	21299	HELISECOURS 68	73146	65	6574	12	4 078,05	4 078,05
F009871	SUBV.DPT68 RENC.NATIONALE-CP13/5/05-MH	16819	AMICALE DES DEMINEURS DE FRANCE	75768	65	6574	21	2 000,00	2 000,00
								6 078,05	6 078,05

Service 102 - ACTIONS SPORTIVES

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F004013	CP4/2/05- HOCKEY CLUB MULHOUSE -MH	16987	HOCKEY CLUB MULHOUSE PATINOIRE	71444	65	6574	32	19 000,00	19 000,00
F006087	SUBV.DPT MANIFEST.SPORTIVE-CP11/03/05-MH	15514	MARKSTEIN AIRWAYS	73051	65	6574	32	400,00	400,00
F006088	SUBV.DPT MANIFEST.SPORTIVE-CP11/03/05-MH	32424	MULHOUSE OLYMPIQUE TRIATHLON 2000	73052	65	6574	32	1 500,00	1 500,00
F007120	SUBV.DPT JLS - CP01/04/05 - MH	31606	BOXING CLUB RIXHEIM	72827	65	6574	32	120,00	120,00
F010345	SUBV.DPT.JLS-CP13/5/05-MH	31350	FUDOKAN MULHOUSE	74140	65	6574	32	451,40	451,40
F014056	SUBV.DPT JLS - CP8/7/2005-AM	15835	AMIS DE LA NATURE SECTION DE MUNSTER	75486	65	6574	32	60,00	60,00
F014107	SUBV. DPT JLS - CP8/7/2005-AM	10784	AMICALE DE BOULES MUNSTER	75418	65	6574	32	180,00	180,00
F014131	SUBV. DPT JLS - CP8/7/2005-AM	17008	CERCLE ST ULRICH MORSCHWILLER LE BAS	75447	65	6574	32	120,00	120,00
F017308	AIDE JEUNES LICENCIES- CP 09/09/2005- MZ	6583	SOCIETE ESPERANCE MOOSCH	76808	65	6574	32	744,20	744,20
								22 575,60	22 575,60

Service 108 - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET UNIVERSITAIRE

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
D017230	CNRS STRASB RAP 59-03	13844	CNRS	22469	65	65738	93	667,00	667,00
D019544	CP6/6/03-AFACA-MH	20420	AFACA ASS.DES FEMMES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS D'ALSACE	23244	65	65738	90	1 525,00	1 525,00
D019714	CP11/7/03-GEPROVAS - MH	28627	GEVROPAS-GROUPE EUROPEEN DE RECHERCHE SUR LES PROTHESES APPLIQUES CHIRURGIE VASCULAI	22498	65	6574	93	4 500,00	4 500,00
E004804	GEODE ZINCK PAUL SARL - MH	22732	ZINCK PAUL VINS D'ALSACE	64305	65	6574	93	1 520,00	1 520,00
E006807	INTERVENTION EN FAVEUR DE SAITAS	29237	CCI SAM SUD ALSACE MULHOUSE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	63754	65	6574	90	3 800,00	3 800,00
E019480	CP8/10/04- UNION CORPORAT.ARTISANALE-MH	31922	UCA - UNION DES CORPORATIONS ARTISANALES DE MULHOUSE	68618	65	6574	90	32 472,50	32 472,50
E019481	CP8/10/04- FONDATION ALSACE-MH	19125	FONDATION ALSACE STRASBOURG	68632	65	6574	90	630,00	630,00
F003833	CP4/2/05-FIN.CHERCHEUR IRHT- MH	11961	INS.RECHERCHE EN HEMATOLOGIE TRANSFUSION MULHOUSE	71840	65	6574	23	7 600,00	7 600,00

F005617	SUBV.DPT SALON ECORHENA-CP25/02/05-MH	29237	CCI SAM SUD ALSACE MULHOUSE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	72055 65	6574	90	5 000,00	5 000,00
F005620	SUBV.DPT FONCT2005 -CP25/02/05-MH	19397	ISTA - INSTITUT SUPERIEUR TEXTILE D'ALSACE MULHOUSE	72232 65	6574	23	25 500,00	0,00
F005627	SUBV.DPT GEODE - CP25/02/05-MH	29332	STEIBLE MANUTENTION SYSTEMES	72601 65	6574	93	1 520,00	0,00
F005970	SUBV.DPT COLLOQUE ICSI-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73027 65	65737	93	2 000,00	2 000,00
F005973	SUBV.DPT COLLOQUE LMIA-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73034 65	65737	93	2 000,00	2 000,00
F005974	SUBV.DPT COLLOQ.MIPS/GRTC-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73035 65	65737	93	2 000,00	2 000,00
F005975	SUBV.DPT COLLOQUE CERDACC-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73036 65	65737	93	1 600,00	1 600,00
F005976	SUBV.DPT COLLOQUE FSLH-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73037 65	65737	93	2 300,00	2 300,00
F005977	SUBV.DPT COLLOQUE FSLH-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73038 65	65737	93	2 300,00	2 300,00
F005979	SUBV.DPT COLLOQUE CERDACC-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73040 65	65737	93	600,00	600,00
F005980	SUBV.DPT COLLOQUE LMIA-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73041 65	65737	93	2 000,00	2 000,00
F005981	SUBV.DPT COLLOQUE FSLH-CP11/03/05-MH	3258	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE MULHOUSE	73042 65	65737	93	800,00	800,00
F005984	SUBV.DPT COLLOQ.AN.PHYSIQU-CP11/03/05-MH	6955	UNIVERSITE LOUIS PASTEUR DE STRASBOURG	72647 65	65738	93	5 000,00	5 000,00
F005985	SUBV.DPT COLLOQ.AN.PHYSIQU-CP11/03/05-MH	6955	UNIVERSITE LOUIS PASTEUR DE STRASBOURG	72649 65	65738	93	1 500,00	1 500,00
F005986	SUBV.DPT COLLOQ.AN.PHYSIQU-CP11/03/05-MH	31330	AMUSS - ASS DE CULTURE & MUSEOGRAPHIE SCIENTIFIQUES	72654 65	6574	93	10 000,00	0,00
F005987	SUBV.DPT COLLOQ.AN.PHYSIQU-CP11/03/05-MH	6955	UNIVERSITE LOUIS PASTEUR DE STRASBOURG	72657 65	65738	93	1 000,00	1 000,00
F005988	SUBV.DPT COLLOQ.AN.PHYSIQU-CP11/03/05-MH	6955	UNIVERSITE LOUIS PASTEUR DE STRASBOURG	72659 65	65738	93	3 000,00	3 000,00
F005992	SUBV.DPT GEODE -CP11/03/05-MH	34739	PHILADELPHIA	73286 65	6574	93	1 520,00	1 520,00
F010860	SUBV.DPT TROPH. METIERS BT-CP27/05/05-MH	17989	UDSBTP DU HAUT-RHIN (UNION DEPT.SYNDICAT DU BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS)	75159 65	6574	90	1 027,65	0,00
F010862	SUBV.DPT CLASS.ENTREPRISE-CP27/05/05-MH	27065	MEDEF-MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE-CENTRE ALSACE(CHAMB.PATR.IND.MECA.)	75158 65	6574	90	209,30	209,30
F010863	SUBV.DPT FONCT.2005-CP27/05/05-MH	32265	AFORP-ASS.POUR LA FORMATION OUVRIERE DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL	75157 65	6574	90	17 074,40	7 927,40
F012054	SUBV.DPT.SALON CLAS.EXPORT-CP10/06/05-MH	29237	CCI SAM SUD ALSACE MULHOUSE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	75753 65	65737	90	900,00	900,00
F013681	SUBV.DPT 3E COLLOQUE INTERN.-CP8/7/05-MH	16562	SCIENTIFIQUE TECHN.INDUST.	76057 65	6574	93	5 000,00	5 000,00
F013750	SUBV.DPT FONCT 2005 -CP8/7/05-MH	20420	AFACA ASS.DES FEMMES D'ARTISANS ET DE COMMERÇANTS D'ALSACE	76252 65	6574	90	1 800,00	0,00
F013802	SUBV.DPT FONCT2005-CP8/7/05-MH	28705	ALSACE QUALITE MAISON DE L'AGRICULTURE	76472 65	6574	90	7 500,00	7 500,00
F014736	SUBV.DPT DEPLACEMENTS-CP8/7/05-MH	12024	EGEE ALSACE ENTENTE DES GENERATIONS POUR L'EMPLOI ET L'ENTREPRISE	76881 65	6574	90	3 694,75	3 694,75
F015332	SUBV2005DPT68 - CG24/06/05-MH	6955	UNIVERSITE LOUIS PASTEUR DE STRASBOURG	76885 65	65737	23	38 112,50	38 112,50
F017478	SUBV.DPT GEODE-CP9/05-MH	2547	SEM DES SOURCES DE SOULTZMATT	77518 65	6574	93	1 500,00	0,00
F018019	SUBV.DPT FONCT 2005-CP20/02/04-MH	12024	EGEE ALSACE ENTENTE DES GENERATIONS POUR L'EMPLOI ET L'ENTREPRISE	78227 65	6574	90	6 000,00	6 000,00
F018531	SUBV.DPT FONCT2005-CP23/9/05-MH	27204	CEEI CENTRE EUROPEEN ENTREPRISE ET INNOVATION	77139 65	6574	93	22 500,00	22 500,00
F018543	SUBV.DPT ALSASCIENCES-CP23/9/05-MH	297	SAINT LOUIS	77583 65	65734	93	1 000,00	1 000,00
F018560	SUBV.DPT RENC.DEC'AUTEX-CP23/9/05-MH	17589	POLE TEXTILE ALSACE CENTRE RECHER INST TEXTILE DE FRANCE DIR REG MULHOUSE	77734 65	6574	93	3 000,00	3 000,00
F019864	SUBV.DPT JOURNEE INITIATI-CP14/10/05-MH	12619	SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE	78223 65	6574	90	4 570,00	0,00
F020735	SUBV.DPT ORG.REMIS.PRIX2005-CP4/11/05-MH	19125	FONDATION ALSACE STRASBOURG	78678 65	6574	90	7 000,00	7 000,00
							243 243,10	188 178,45

Service 112 - ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
B005724	PARTENARIAT CHAMBRE AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	4036	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	22252 65	65737	928	15 186,67	15 186,67	15 186,67
C001226	Conventions Chambre d'Agriculture	4036	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	22251 65	65737	928	4 387,64	4 387,64	4 387,64
C017188	Chambre agriculture report 2002	4036	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	22251 65	65737	928	16 101,00	16 101,00	16 101,00
D008710	Emball Récup 68	4036	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	20522 65	65738	928	3 800,00	3 800,00	3 800,00

D020134	GERPLAN KAYSERSBERG	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	22608	65	65737	928	2 500,00	2 500,00
D020135	GERPLAN Ateliers Erosion	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	23754	65	65737	928	2 500,00	2 500,00
D020177	Sécheresse agricole (sursemis)	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	23758	65	65737	928	1 000,00	1 000,00
E013304	TERRIT SAONE RHIN GIE PAYS SUNDGAU	32837 GIE PAYS DU SUNDGAU	67203	65	6574	74	275,00	275,00
E020187	CP22/10/04-EMBALL RECUP 2004 - MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	69151	65	65738	928	4 000,00	4 000,00
E020204	CP22/10/04-DIAGNOST.GERPLAN CERNAY 04-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	69143	65	65737	928	3 750,00	3 750,00
E020207	CP22/10/04-ETUDE PROSPECT.PORTE ALSAC-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	69145	65	65737	928	13 303,00	13 303,00
F012068	SUBV.DPT ASSIST.TECHN.COMM-CP10/06/05-MH	FREDON ALSACE - FEDERATION REGIONAL DEFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES ALSACE	75712	65	6574	928	2 485,00	2 485,00
F014468	SUBV.DPT INSTALL.CONV2005-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74948	65	65737	928	14 800,00	14 800,00
F014469	SUBV.DPT PRODUCT.BIOCARBURAN-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74950	65	65737	928	2 500,00	2 500,00
F014470	SUBV.DPT LUT.POLLUT.AGRICOL-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74951	65	65737	928	22 500,00	22 500,00
F014471	SUBV.DPT COULEES BOUES-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74952	65	65737	928	7 500,00	7 500,00
F014472	SUBV.DPT DEMARCH.QUALIT.FERM-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74953	65	65737	928	2 500,00	2 500,00
F014473	SUBV.DPT DEV.DIVERSIFICATION-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74954	65	65737	928	5 000,00	5 000,00
F014474	SUBV.DPT DIAGNOSTIC GERPLAN-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74955	65	65737	928	11 250,00	11 250,00
F014475	SUBV.DPT ELEVAGE-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74956	65	65737	928	38 990,00	38 990,00
F014476	SUBV.DPT ECONOMIE TRACABILIT-CP8/7/05-MH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	74957	65	65737	928	16 433,75	16 433,75
F018659	SUBV.DPT AM. PRAT.AGRIC.-CP23/09/05- LH	4036 CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN	77661	65	65738	928	3 675,00	3 675,00
F018776	SUBV.DPT.DEV.RURAL GERPL-CP23/09/05 - LH	1329 VAL D'ARGENT	77665	65	65734	738	1 813,40	1 813,40
F020124	SUBV.DPT.ANIMATEUR GERPLAN-CP14/10/05-LH	1604 PAYS DE THANN	78158	65	65734	738	5 533,01	5 533,01
							201 783,47	201 783,47

Service 184 - TRANSPORTS SCOLAIRES

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F010726	SUBV.DPT.SERVICE PROXIMATE-CG10/12/04-MH	1325	COMM.COMM.PAYS RIBEAUVILLE (ANCIEN SIVOM DE RIBEAUVILLE ET ENVIRONS)	75660	65	65734	81	6 642,91	6 642,91
F010728	SUBV.DPT.SERVICE PROXIMATE-CG10/12/04-MH	4	ALTKIRCH	75665	65	65734	81	1 700,00	1 700,00
F012231	SUBV.DPT SCHEMA TRANSPORTS-CP10/06/05-MH	1329	VAL D'ARGENT	75429	65	65734	81	5 000,00	5 000,00
F017582	TRANSP.COMPL.INTERURBA- CP 09/09/05 - MZ	610	REGION DE GUEBWILLER	76955	65	65734	81	20 000,00	20 000,00
								33 342,91	33 342,91

Service 190 - MISSION GRANDS EQUIPEMENTS

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F009692	SUBV.DPT ETUD.ETAT LIEUX-CP29/4/05-MH	17128	VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	74778	65	65738	824	15 000,00	15 000,00
F014441	SUBV.DPT68 ETUD.TRANSIT PL-CP8/7/05-MH	4842	REGION D'ALSACE	77064	65	65732	821	40 000,00	40 000,00
F014442	SUBV.DPT68 DIAGNOST.AERODROM-CP8/7/05-MH	24553	COMM.COMM. DE L'ILE NAPOLEON	76971	65	65734	88	28 000,00	28 000,00
F014463	SUBV.DPT ETUD. FRANCH.RN66-CP8/7/05-MH	34068	MIXTE PAYS THUR DOLLER VALLEES DU SUD ALSACE	77063	65	65735	821	12 000,00	12 000,00
F017649	ETUDE PLATES-FORMES INT - CP 09/09/05 -MZ	4842	REGION D'ALSACE	77155	65	65732	821	11 800,00	11 800,00
								106 800,00	106 800,00

Service 311 - MISSION LANGUE ET CULTURE REGIONALE

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F008020	SUBV.BIBLIO.SCOL.BILINGUE-CP1/4/05-MH	269	RIBEAUVILLE	73738	65	65734	28	500,00	500,00
F020654	SUBV.DPT BIBLIOTH.BILINGUE-CP4/1/05-MH	29557	SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SOULTZBACH	78279	65	65734	28	350,00	350,00
F020657	SUBV.DPT BIBLIOTH.BILINGUE-CP4/1/05-MH	218	BORSCHWILLER LE BAS	78285	65	65734	28	350,00	350,00
F020658	SUBV.DPT BIBLIOTH.BILINGUE-CP4/1/05-MH	59	BURNHAUPT LE BAS	78286	65	65734	28	100,00	100,00
F020662	SUBV.DPT BIBLIOTH.BILINGUE-CP4/1/05-MH	309	SIERENTZ	78290	65	65734	28	180,00	180,00
F020664	SUBV.DPT BIBLIOTH.BILINGUE-CP4/1/05-MH	172	KUNHEIM	78292	65	65734	28	190,00	190,00
F020681	SUBV.DPT THEATR.LANG.ALLEM.-CP4/11/05-MH	16544	COLLEGE ROBERT BELTZ SOULTZ	78593	65	65737	28	2 500,00	0,00

4 170,00 1 670,00

Service 325 - RECYCLAGE DE L'AIR

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
D020084	Association ESPOIR	5166	ESPOIR - COLMAR	23135	65	6574	731	4 783,97	4 783,97
E012129	GESTION DES DECHETS PLAQUETTES	4832	CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE	65108	65	6574	731	3 000,00	3 000,00
E021944	UGA COLMAR	1938	UGA-UNION DES GROUPEMENTS ARTISANAUX DU CENTRE ALSACE	69466	65	6574	731	2 325,00	2 325,00
E021945	UCA MULHOUSE	31922	UCA - UNION DES CORPORATIONS ARTISANALES DE MULHOUSE	69990	65	6574	731	4 650,00	4 650,00
								14 758,97	14 758,97

Service 369 - MISSION AMENAGEMENT DE LA MONTAGNE

N° engagement	Objet de l'engagement	N° tiers	Libellé du tiers	N° env.	Ch	Nature	Fonct.	Montant	Encours
F020059	SUBV.DPT GUIDE PEDAGOGIQUE-CP14/10/05-MH	1604	PAYS DE THANN	77818	65	65734	94	9 000,00	9 000,00
F020060	SUBV.DPT PLAQUETTES INFO-CP14/10/05-MH	1604	PAYS DE THANN	77821	65	65734	94	9 000,00	9 000,00
								18 000,00	18 000,00

867 281,60 809 716,95

Compte Administratif 2005 - Les chiffres clés

Population : 730 221 habitants (source INSEE juillet 2005) Strate : 500 000 habitants et plus	2004			2005			Moyenne de la strate (2004)
	Millions d'euros	Euros par habitant	Structure du dépt.	Millions d'euros	Euros par habitant	Structure du dépt.	
FONCTIONNEMENT							
Total des produits de fonctionnement (A)	493.6	697		514.5	705		708
dont : Impôts locaux	198.8	281	40.3%	214.8	294	41.7%	256
Autres impôts et taxes	81.6	115	16.5%	103.1	141	20.0%	121
Dotation globale de fonctionnement	98.2	139	19.9%	100.3	137	19.5%	83
Dotation générale de décentralisation	4.3	6	0.9%	3.7	5	0.7%	82
Attributions de péréquation et de compens.	10.1	14	2.0%	10.2	14	2.0%	67
Résultat reporté	32.9	46	6.7%	32.1	44	6.2%	
Total des charges de fonctionnement (B)	330.2	466		358.2	491		
dont : RMI - APA	68.2	96	20.7%	75.9	104	21.2%	} 197
Aides à la personne et frais de séjour	104.3	147	31.6%	110.1	151	30.7%	
Charges à caractère général	51.9	73	15.7%	58.3	80	16.3%	85
Charges de personnel et frais assimilés	46.1	65	14.0%	49.2	67	13.7%	101
Autres charges de gestion courante	1.3	2	0.4%	1.3	2	0.4%	
Charges financières	7.7	11	2.3%	7.2	10	2.0%	18
Charges exceptionnelles	0.3	0	0.1%	0.5	1	0.1%	
Atténuation de produits	0.0	0	0.0%	0.0	0	0.0%	
Contingents et contributions obligatoires	20.4	29	6.2%	21.6	30	6.0%	36
Subventions et participations versées	29.7	42	9.0%	32.6	45	9.1%	67
Résultat de la section (B - A)	163.4	231		156.3	214		
INVESTISSEMENT							
Total des ressources d'investissement (C)	90.6	128		87.3	120		
dont : Dettes bancaires et assimilées	30.0	42	33.1%	30.0	41	34.4%	44
Dettes bancaires CLTR	28.8	41	31.8%	26.2	36	30.0%	
Subventions reçues	9.3	13	10.3%	7.1	10	8.1%	21
FCTVA	10.7	15	11.8%	12.2	17	14.0%	15
Total des emplois d'investissement (D)	220.0	311		220.0	301		
dont : Equipements départementaux	76.8	108	34.9%	70.4	96	32.0%	121
Travaux pour compte de tiers	3.7	5	1.7%	4.7	6	2.1%	
Remboursement de dettes bancaires et assim.	35.0	49	15.9%	27.6	38	12.5%	54
Remboursement de dettes bancaires CLTR	28.8	41	13.1%	26.2	36	11.9%	
Subventions d'équipement versées	72.6	103	33.0%	78.1	107	35.5%	67
Résultat de la section (D - C)	-129.4			-132.7			
AUTOFINANCEMENT							
Epargne brute de fonctionnement	163.4		33.1%	149.1		29.0%	
Epargne nette ou Capacité d'autofinancement	134.7		27.3%	130.1		25.3%	
DETTE							
En cours de la dette au 31/12/N	233.9	330		236.3	324		373
Annuité de la dette (dette bancaire et assimilées)	42.8	60		34.9	48		73
FISCALITE							
Potentiel fiscal							345
Produits foncier bâti	41.2	58		43.9	60	} ①	71
Produits foncier non bâti	0.4	1		0.4	1		1
Produits taxe d'habitation	35.1	50		37.6	51		62
Produits taxe professionnelle	119.2	168		128.5	176		116

Epargne brute : recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement

Epargne nette ou Capacité d'autofinancement : recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement - amortissement de la dette

① source : état 1253 de 2005

Compte Administratif 2005 - Les chiffres clés

Population : 730 221 habitants (source INSEE juillet 2005) Strate : 500 000 habitants et plus	2004			2005			Moyenne de la strate (2004)
	Millions d'euros	Euros par habitant	Structure du dépt.	Millions d'euros	Euros par habitant	Structure du dépt.	
FONCTIONNEMENT							
Total des produits de fonctionnement (A)	493.6	697		514.5	705		708
dont : Impôts locaux	198.8	281	40.3%	214.8	294	41.7%	256
Autres impôts et taxes	81.6	115	16.5%	103.1	141	20.0%	121
Dotation globale de fonctionnement	98.2	139	19.9%	100.3	137	19.5%	83
Dotation générale de décentralisation	4.3	6	0.9%	3.7	5	0.7%	82
Attributions de péréquation et de compens.	10.1	14	2.0%	10.2	14	2.0%	67
Résultat reporté	32.9	46	6.7%	32.1	44	6.2%	
Total des charges de fonctionnement (B)	330.2	466		358.2	491		
dont : RMI - APA	68.2	96	20.7%	75.9	104	21.2%	} 197
Aides à la personne et frais de séjour	104.3	147	31.6%	110.1	151	30.7%	
Charges à caractère général	51.9	73	15.7%	58.3	80	16.3%	85
Charges de personnel et frais assimilés	46.1	65	14.0%	49.2	67	13.7%	101
Autres charges de gestion courante	1.3	2	0.4%	1.3	2	0.4%	
Charges financières	7.7	11	2.3%	7.2	10	2.0%	18
Charges exceptionnelles	0.3	0	0.1%	0.5	1	0.1%	
Atténuation de produits	0.0	0	0.0%	0.0	0	0.0%	
Contingents et contributions obligatoires	20.4	29	6.2%	21.6	30	6.0%	36
Subventions et participations versées	29.7	42	9.0%	32.6	45	9.1%	67
Résultat de la section (B - A)	163.4	231		156.3	214		
INVESTISSEMENT							
Total des ressources d'investissement (C)	90.6	128		87.3	120		
dont : Dettes bancaires et assimilées	30.0	42	33.1%	30.0	41	34.4%	44
Dettes bancaires CLTR	28.8	41	31.8%	26.2	36	30.0%	
Subventions reçues	9.3	13	10.3%	7.1	10	8.1%	21
FCTVA	10.7	15	11.8%	12.2	17	14.0%	15
Total des emplois d'investissement (D)	220.0	311		220.0	301		
dont : Equipements départementaux	76.8	108	34.9%	70.4	96	32.0%	121
Travaux pour compte de tiers	3.7	5	1.7%	4.7	6	2.1%	
Remboursement de dettes bancaires et assim.	35.0	49	15.9%	27.6	38	12.5%	54
Remboursement de dettes bancaires CLTR	28.8	41	13.1%	26.2	36	11.9%	
Subventions d'équipement versées	72.6	103	33.0%	78.1	107	35.5%	67
Résultat de la section (D - C)	-129.4			-132.7			
AUTOFINANCEMENT							
Epargne brute de fonctionnement	163.4		33.1%	149.1		29.0%	
Epargne nette ou Capacité d'autofinancement	134.7		27.3%	130.1		25.3%	
DETTE							
En cours de la dette au 31/12/N	233.9	330		236.3	324		373
Annuité de la dette (dette bancaire et assimilées)	42.8	60		34.9	48		73
FISCALITE							
Potentiel fiscal							345
Produits foncier bâti	41.2	58		43.9	60	} ①	71
Produits foncier non bâti	0.4	1		0.4	1		1
Produits taxe d'habitation	35.1	50		37.6	51		62
Produits taxe professionnelle	119.2	168		128.5	176		116

Epargne brute : recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement

Epargne nette ou Capacité d'autofinancement : recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement - amortissement de la dette

① source : état 1253 de 2005

Rapport d'activités 2005

(LE BILAN FINANCIER)

Le budget 2005 a été exécuté à hauteur de 570,1 M€ pour les dépenses et 668,1 M€ pour les recettes

- En dépenses :
Le taux global de réalisation atteint 89,3 %, dont 81,6 % pour la section d'investissement (dépenses réelles) et 94,6 % pour la section de fonctionnement
- En recettes :
Le taux de réalisation pour les deux sections confondues demeure élevé avec 94,8 %. Il s'établit à 78,2 % en investissement avec un emprunt contracté de 30 M€.

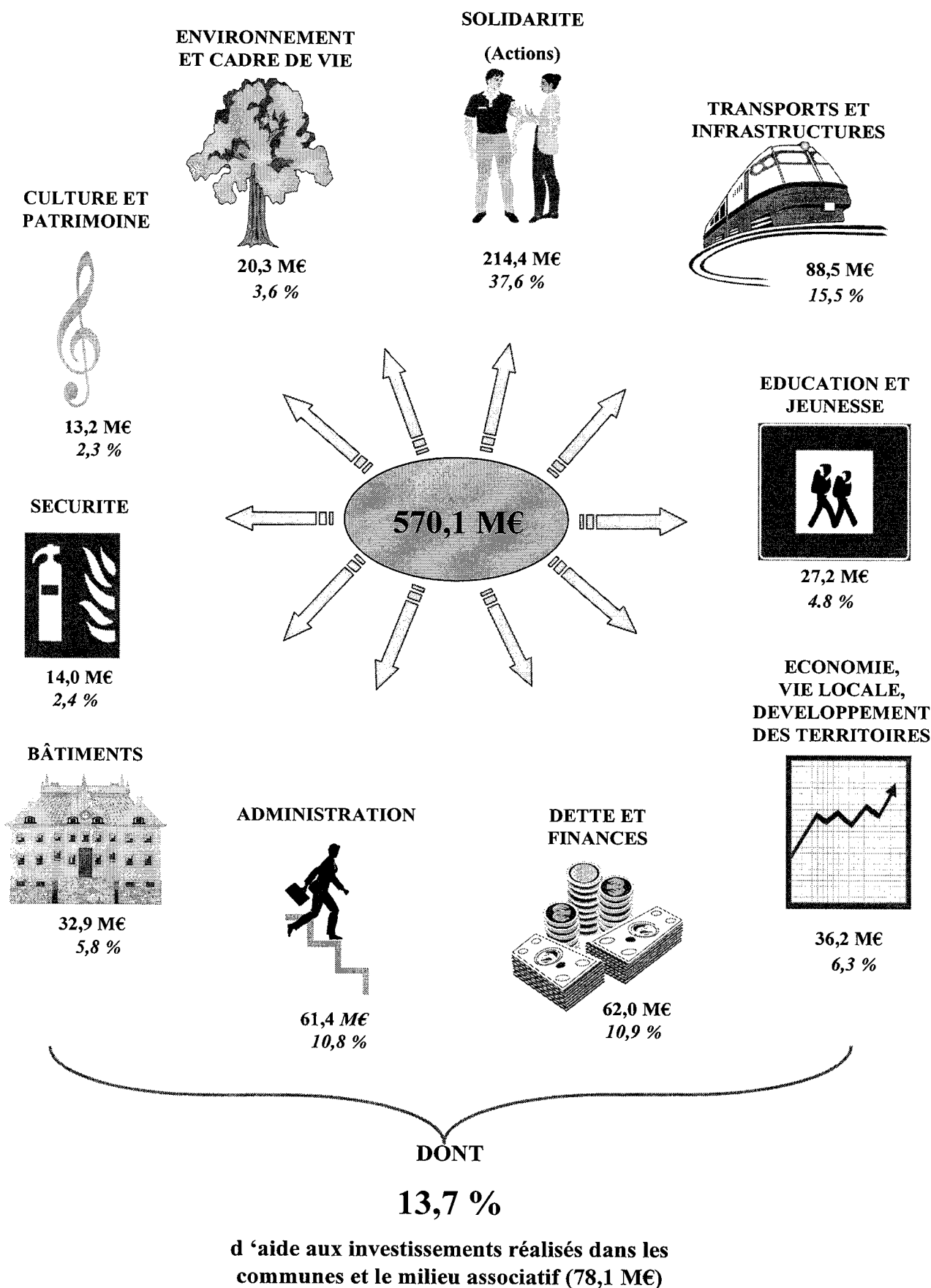
LES OBJECTIFS BUDGETAIRES

Le respect des trois objectifs de gestion que s'est fixé la collectivité est avéré par :

- Un niveau d'épargne brute de 26,0 %, supérieur au ratio de 20 %,
- Un autofinancement des dépenses d'investissement de 104,7 %, supérieur au ratio de 50 %,
- Une maîtrise de l'endettement avec un taux de 45,9 %, inférieur au ratio de 70 %

ACTIVITE FINANCES		
<input type="checkbox"/>	Budget principal	
	* Solde d'exécution	66.2 M€
	* Dépenses d'Investissement	212.0 M€
	* Dépenses de Fonctionnement	358.1 M€
		570.1 M€
	* Recettes d'Investissement	153.6 M€
	* Recettes de fonctionnement	482.4 M€
		636.0 M€
<input type="checkbox"/>	Nombre de mandats et de titres émis	53 738
<input type="checkbox"/>	Produit de la fiscalité directe	224.7 M€
<input type="checkbox"/>	Taux des quatre taxes	
	* taxe d'habitation	6.12%
	* foncier bâti	6.67%
	* foncier non bâti	31.61%
	* taxe professionnelle	7.49%
<input type="checkbox"/>	Encours de la dette au 31/12/2005	
	* dette propre	236.3 M€

Les domaines d'intervention des dépenses 2005



EXERCICE 2005

DEPENSES ET RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT PAR CHAPITRES EN MILLION D'EUROS

Chapitre	Libellés	Dépenses	Recettes
010	Revenu Minimum d'Insertion	0.1	0.0
10	Dotations fonds divers		79.6
13	Subventions d'investissement	0.0	7.2
16	Emprunts et dettes assimilées	53.8	56.2
	<i>dont emprunt</i>	28.8	30.0
20	Immobilisations incorporelles	1.1	
21	Immobilisations corporelles	11.0	
23	Immobilisations en cours	58.4	0.5
26	Participations et créances	0.0	2.9
27	Autres immobilisations	4.9	6.7
204	Subventions d'équipement versées	78.1	0.5
454	Opérations d'investissement	2.2	0.0
458	Opérations sous mandat	2.5	
TOTAL		212.0	153.6

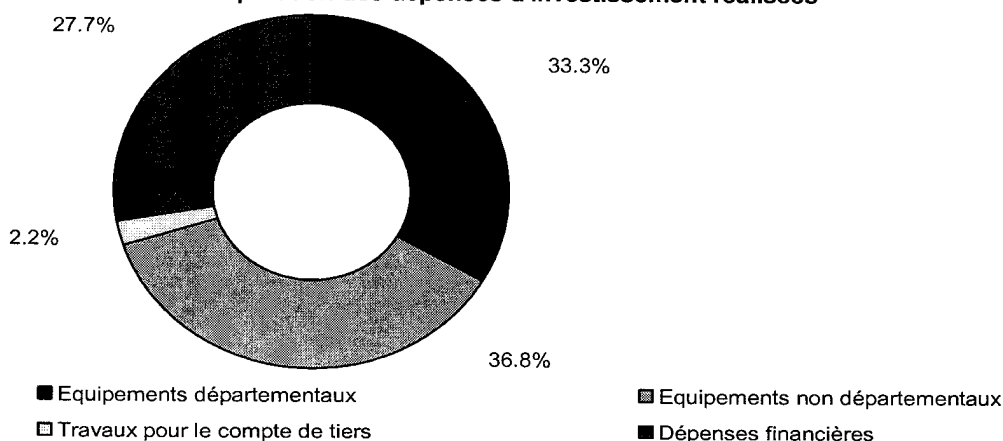
DEPENSES ET RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES EN MILLION D'EUROS

Chapitre	Libellés	Dépenses	Recettes
002	Résultat de fonctionnement reporté		32.1
011	Charges à caractère général	58.3	
012	Charges de personnel et frais assimilés	49.1	
013	Atténuations de charges		0.6
014	Atténuations de produits		
015	Revenu Minimum d'Insertion	45.6	0.0
016	Allocation Personnalisée d'Autonomie	30.3	7.8
65	Autres charges de gestion courante	166.6	0.0
66	Charges financières	7.5	
67	Charges exceptionnelles	0.5	
70	Produits des Services du domaine et ventes		2.5
73	Impôts et taxes		103.1
74	Dotations subventions et participations		129.7
75	Autres produits de gestion courante		22.0
76	Produits financiers		1.8
77	Produits exceptionnels		0.2
731	Impositions directes		214.7
6586	Frais de fonctionnement des groupes élus	0.3	
TOTAL		358.1	514.5

Exercice 2005 : Synthèse des dépenses

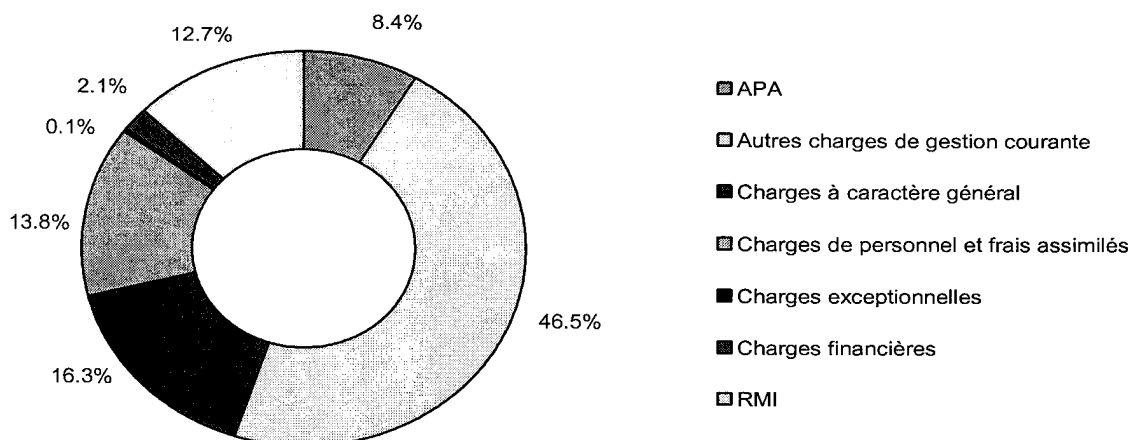
Rubriques Investissement	Prévues	Réalisées	%
Equipements départementaux	94 408 739.86	70 487 215.34	74.7%
Equipements non départementaux	93 602 349.37	78 080 269.68	83.4%
Travaux pour le compte de tiers	5 408 761.60	4 698 785.15	86.9%
Dépenses financières	61 616 888.47	58 707 464.70	95.3%
Dépenses imprévues	5 000 000.00	0.00	0.0%
Solde d'exécution	66 210 753.81	0.00	0.0%
Total	326 247 493.11	211 973 734.87	65.0%

Répartition des dépenses d'investissement réalisées



Rubriques Fonctionnement	Prévues	Réalisées	%
APA	30 281 200.00	30 260 607.82	99.9%
Atténuation de produits	143 000.00	0.00	0.0%
Autres charges de gestion courante	171 841 091.99	166 578 601.21	96.9%
Charges à caractère général	62 678 299.53	58 316 422.88	93.0%
Charges de personnel et frais assimilés	51 400 614.38	49 442 987.07	96.2%
Charges exceptionnelles	689 360.32	480 779.62	69.7%
Charges financières	10 050 029.00	7 485 320.33	74.5%
Dépenses imprévues	4 136 121.00	0.00	0.0%
RMI	47 346 468.60	45 598 461.13	96.3%
Total	378 566 184.82	358 163 180.06	94.6%

Répartition des dépenses de fonctionnement réalisées



LES RECETTES

en M€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<input type="checkbox"/> Recettes de fonctionnement	346.4	367.9	376.0	377.7	402.0	446.1	493.6	514.5
Fiscalité directe	169.0	176.6	184.3	193.5	211.5	229.2	208.9	224.7
Fiscalité indirecte	68.0	74.8	70.7	49.4	45.0	47.9	52.7	50.9
Dotations	26.2	32.4	41.3	84.8	91.9	94.5	126.5	118.4
Recouvrements action sociale	36.5	36.2	33.5	16.5	21.5	29.9	30.1	26.3
TIPP taxe int. produits pétroliers							28.9	33.9
TSCA taxe conventions d'assurance								11.4
Divers	46.7	47.9	46.2	33.5	32.1	44.6	46.5	48.9
<input type="checkbox"/> Recettes d'investissement	81.8	70.8	68.7	89.0	85.7	98.3	90.6	87.4
Emprunts	30.5	15.2	22.9	19.6	47.6	36.0	30.0	30.0
Dotations	10.8	15.4	13.9	14.7	11.1	13.1	16.7	17.6
Subventions et recouvrements divers	17.6	17.4	17.2	41.1	14.5	18.6	15.1	13.7
CR	22.9	22.8	14.7	13.6	12.5	30.6	28.8	26.1
<input type="checkbox"/> SOUS-TOTAL	428.2	438.7	444.7	466.7	487.7	544.4	584.2	601.9
<input type="checkbox"/> + Solde d'exécution							64.3	66.2
<input type="checkbox"/> RECETTES TOTALES	428.2	438.7	444.7	466.7	487.7	544.4	648.5	668.1

Une fiscalité en évolution

L'augmentation des charges pesant sur le Département a appelé une augmentation des taux de fiscalité directe de 2,9 % afin d'équilibrer le budget.

Le produit fiscal total dégagé est de 224,7 M€ en augmentation de 7,5 % par rapport à l'exercice 2004.

Les taux de la fiscalité directe du Haut-Rhin restent cependant parmi les plus faibles au niveau national.

Fiscalité directe	Taux d'imposition		
	Haut-Rhin	Rang de classement	Moyenne nationale
Taxe d'habitation	6,12 %	79ème	6,61 %
Foncier bâti	6,67 %	92ème	9,27 %
Foncier non bâti	31,61 %	31ème	22,18 %
Taxe professionnelle	7,49 %	62ème	7,81 %

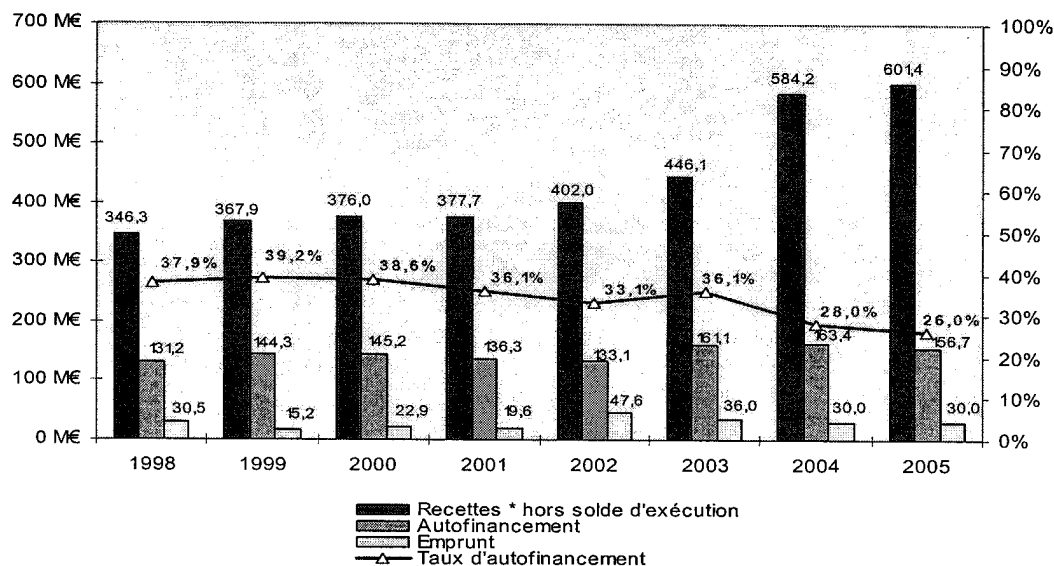
De nombreuses exonérations sont consenties par le Conseil Général notamment en matière de taxe d'habitation et de taxe professionnelle. Pour 2005, cette politique d'exonération volontariste s'est traduite pour les contribuables Haut-Rhinois par une économie globale de 6,2 M€ de taxe d'habitation et de 2,5 M€ de taxe professionnelle.

L'autofinancement

L'autofinancement ou épargne brute est révélateur de l'indépendance financière de notre collectivité. Après remboursement de l'annuité en capital de la dette, il détermine la marge de manœuvre disponible pour autofinancer les dépenses d'équipement départementales.

L'autofinancement brut représente 26 % des recettes réalisées. L'emprunt souscrit 30 M€, représente un peu plus de la moitié du montant voté 55,8 M€, et du tiers de l'inscription 80 M€ prévisionnel 2005.

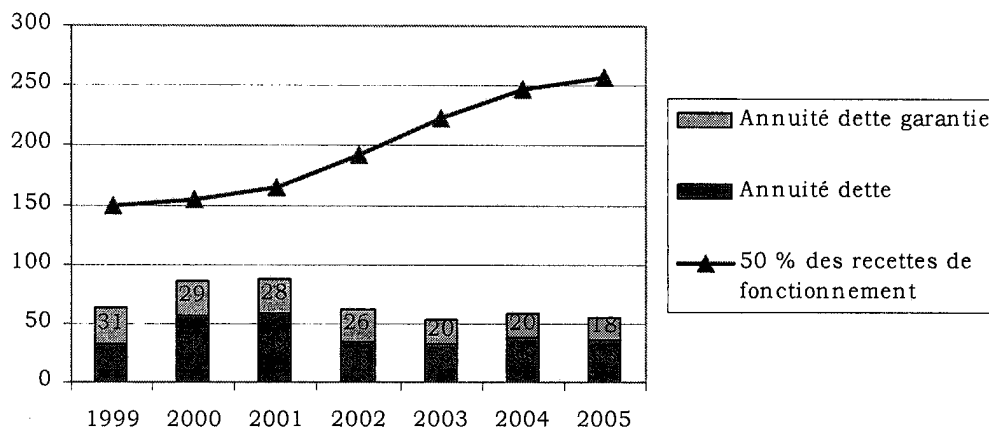
Autofinancement dégagé



LA DETTE

Les règles prudentielles de gestion impliquent que l'endettement total d'une collectivité ne dépasse pas 50 % des recettes de fonctionnement.

A cet égard, la situation relevée pour le Département du Haut-Rhin est très favorable et témoigne d'une bonne gestion.



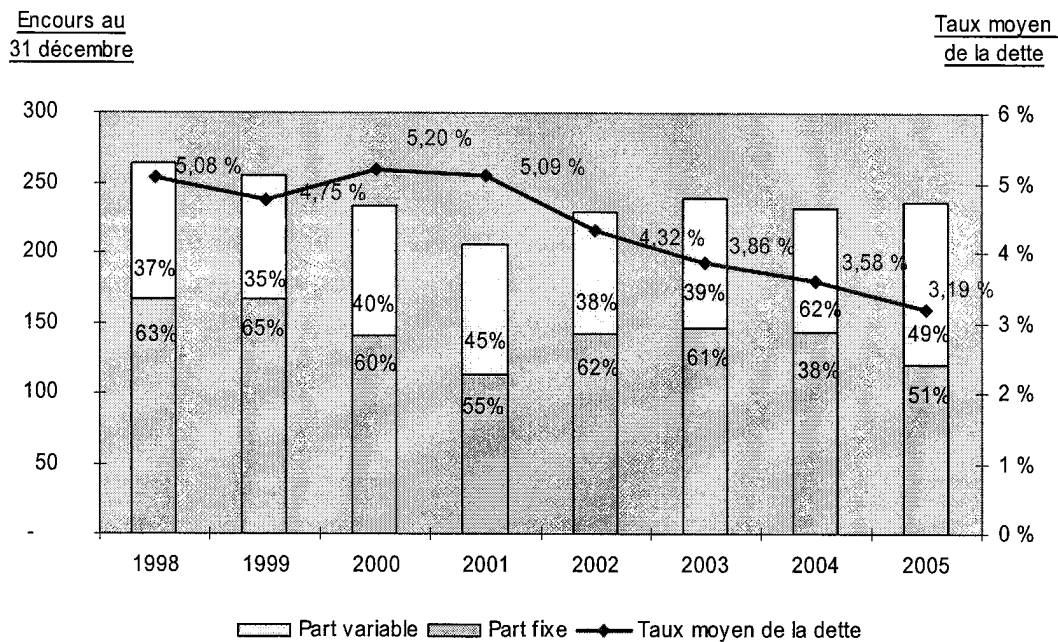
La dette propre

Des emprunts nouveaux à hauteur de 30 M€ ont été souscrits pour financer l'effort d'investissement du Département. Le montant d'emprunt constaté est équivalent à 2004.

Le stock de la dette constaté à la fin de l'exercice se monte à 236,3 M€, soit 324 € par habitant, en augmentation de 1 % par rapport à 2004 où les montants se sont établis respectivement à 233,9 M€ et 330 €.

L'effort de gestion active de la dette a été poursuivi dans le cadre d'un marché financier favorable. La collectivité a procédé notamment à des réaménagements de prêts indexés sur le Livret A.

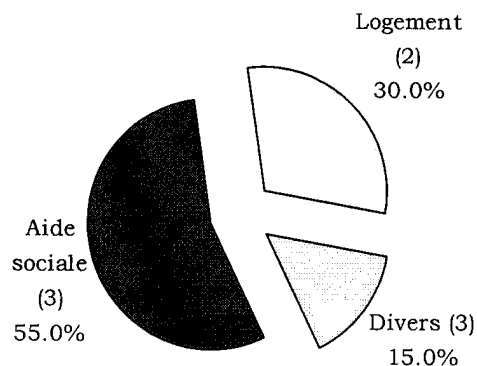
Ainsi, le taux moyen de la dette départementale 3,01 % enregistre une nouvelle baisse (3,58 % en 2004). L'encours restant dû est constitué par 45 % d'emprunts à taux fixe et 55 % d'emprunts à taux variables.



La dette garantie

Huit organismes emprunteurs ont bénéficié de garanties départementales à concurrence de 2,7 M€.

Des garanties nouvelles partielles ont été octroyées pour 0,8 M€ à deux organismes H.L.M. privés en vue de la construction de 19 logements sociaux et pour 1,9 M€ à six autres organismes, dont trois gestionnaires d'établissements médico-sociaux de compétence départementale bénéficiant d'une caution intégrale.



En forte baisse de 64 %, les appels en garantie se sont établis à 56 282 € au bénéfice de deux organismes défaillants au cours de l'année (158 625 € pour 2 organismes en 2004).

La trésorerie

La gestion de trésorerie concourt au désendettement du Département par l'utilisation de crédits à court terme appelés "lignes de trésorerie" et par la signature d'emprunts amortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (crédits revolving).

Ces procédures continuent à générer une baisse des frais financiers.

Messagerie "Finance Assistance"

Créée en mi-juin 2002, la messagerie "Finance Assistance" est pour les services départementaux un outil de dialogue mis à leur disposition, et permet de traiter de concert avec la Direction des Finances notamment des questions relatives à l'exécution budgétaire.

La messagerie a été sollicitée à plus de 4 000 reprises. La plus grande part des échanges (84 %) ont trait à des questions relatives aux tiers (45 %), et aux processus et inscriptions budgétaires (39 %).